

A Toulouse, le squat L'Etoile de Tunis accueille des adolescents " esseulés, polytraumatisés "

Un collectif de profs, d'avocats, d'infirmiers et de travailleurs sociaux bénévoles, encadre, depuis octobre, une trentaine de jeunes migrants logés dans un ancien hôtel de passe

L'endroit ressemble à un décor de film noir des années 1960. Un hôtel de deux étages, Chez Tony ou L'Etoile de Tunis, qui fait l'angle ; plus loin un cul-de-sac avant la rocade nord de la ville, dans le quartier de Lalande. Quelques anciens pavillons, des usines fermées. Le soir, le ballet sombre des prostituées. Mais la situation est bien actuelle. **A l'intérieur de cet ancien hôtel de passe, racheté par Toulouse Métropole, une trentaine de gamins mineurs occupent les trente-cinq chambres aux murs décatés. Des garçons à 95 %, arrivés du Mali, de Côte d'Ivoire, de Guinée-Conakry ou du Cameroun. Ils sont là, à attendre des jours meilleurs, encadrés et accompagnés par les bénévoles du collectif AutonoMIE (MIE, pour mineurs isolés étrangers).**

Le squat est installé depuis le 15 octobre pour faire face au " à la situation abominable de ces jeunes migrants, souvent isolés, qui ne sont pas pris en charge par les circuits dits traditionnels ", selon Simon (qui souhaite rester anonyme), 28 ans, membre du collectif. Constitué en avril 2016, AutonoMIE rassemble à ce jour près de 200 bénévoles : travailleurs sociaux, infirmiers, instituteurs, professeurs à la retraite, familles d'accueil, avocats... autour d'un noyau dur de sept ou huit personnes, qui se relaient à L'Etoile de Tunis. " Le conseil départemental de Haute-Garonne a ralenti la prise en charge des jeunes migrants, notamment les nuitées d'hôtel en juillet 2016, en créant un Ddaœmi - Dispositif départemental d'accueil, d'évaluation et d'orientation - , un centre d'accueil de seulement 50 places, poursuit Simon. D'autres sont envoyés dans des foyers, mais c'est loin de suffire, beaucoup sont à la rue. "

" Tout est à faire "

Depuis, le collectif multiplie les recours en justice, en saisissant le juge des enfants, et a créé un réseau de familles d'accueil qui prennent en charge des jeunes pour des périodes courtes. La plupart ont des papiers de leur pays d'origine, d'autres pas. C'est au Ddaœmi de déterminer leur âge, puis de les orienter. Majeurs, ils risquent l'expulsion du territoire.

La décision de squatter un bâtiment a été prise " par opportunité sur ce lieu, mais on y pensait depuis longtemps, précise Elodie, une autre bénévole. Je passe mes journées ici. Tout est à faire : s'occuper de l'atelier vélo, de la cuisine, de l'accueil, de l'accès aux soins, -gérer les dossiers administratifs. "

Au début de l'occupation, la police est bien venue constater la situation, mais depuis, pas de signes d'huissiers ni d'avis d'expulsion notifié par la Métropole. Le squat autogéré s'organise, avec quelques voisins " qu'il a fallu rassurer ", précise Simon. Dans chaque chambre, une personne, deux plus rarement. Une salle de classe commune, une salle télé, un bureau d'accueil, une cuisine, une terrasse... Mais pas de chauffage pour le moment, seule l'électricité a été rebranchée.

Pour Sambø, 16 ans, c'est un nid précaire après un voyage engagé il y a quatre ans. Originaire de Kayes, à l'ouest du Mali, il est parti " seul, en fuyant la misère et la guerre ". " Je suis passé en Libye, en Italie, puis en France à Nice, puis Toulouse, énumère-t-il. A chaque fois, la galère, peu de travail à trouver, la violence. Je veux absolument rester en France. "

Comme la plupart de ces déracinés, il a entendu parler du squat au Ddaœmi, où il ne pouvait pas rester. Il a passé quelques nuits dans la rue et retrouve ici d'autres Maliens qu'il ne connaissait -évidemment pas. " Je veux bien apprendre la langue puis trouver un boulot, j'aimerais bien dans la plomberie, raconte un autre, qui veut rester anonyme. Au Mali, c'est impossible, je n'y retournerai jamais de toute façon. "

" Ce sont tous des gamins esseulés, polytraumatisés. Certains ont été torturés, vendus comme esclave, toujours rackettés sur leurs parcours ", insiste Simon. Au-delà du quotidien, c'est bien une prise en charge globale qu'il faut mettre en place. Assistantes sociales, professeurs et avocats se relaient pour donner des cours de français, remplir les dossiers. Il faut faire le voyage à Bordeaux ou Paris, dans les consulats ou ambassades, pour tenter d'obtenir, grâce aux recours en justice, des placements dans des structures habilitées à l'aide sociale à l'enfance.

Le soir, certains vont fouiller dans les poubelles du supermarché voisin avant de rentrer manger ensemble. Le Secours populaire a bien fourni des colis, mais il manque des produits frais, du riz, même du papier toilette. Pour Elodie, " ce sont des ados comme les autres, avec une autre culture, mais extrêmement sages, polis, qui ont soif d'apprendre ". Au mois de novembre, deux d'entre eux ont fait une tentative de suicide.

Philippe Gagnebet

© Le Monde

◀ article précédent
La " loterie de l'asile "...

article suivant ►
Notre-Dame-des-Landes : Macron appelé...